

Intervention de M. Didier Marie, Sénateur (France) - Panel 1

Monsieur le Délégué régional,  
Mesdames les Présidentes,  
Messieurs les Présidents,  
Mes Chers Collègues,

Je tiens tout d'abord à remercier les experts pour la qualité de leurs interventions.

Notre monde est en crise, une crise liée à la guerre en Ukraine, au Haut-Karabagh, en Israël et à Gaza, une crise climatique et un risque migratoire. Et je veux dire ici notre solidarité à l'égard de nos amis arméniens, ukrainiens et notre tristesse et notre colère face à l'agression terroriste du Hamas mais aussi face aux victimes civiles de la riposte d'Israël.

A cet égard, je voudrais, comme je l'ai fait devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, rappeler que le Hamas n'est pas une force de résistance, mais une organisation terroriste qui prend en otage le peuple palestinien et en est de fait le principal ennemi.

Mais je veux aussi rappeler que si Israël a le droit de riposter, elle ne peut le faire sans respecter le droit humanitaire international et en épargnant les civils.

Il y a le besoin d'une initiative politique et diplomatique forte pour une solution à deux Etats.

Ce conflit très préoccupant ne doit en aucun cas faire passer au second plan ce qui se déroule en Ukraine. Et je tiens à dire mon émotion à la suite des propos de Mme Tetyana Ogrkova qui a dépeint la situation dramatique des femmes et des enfants en Ukraine, et je veux saluer leur courage et rappeler notre solidarité en la matière.

L'agression russe est non seulement dirigée contre l'Ukraine mais plus largement contre ce que nous représentons et défendons, à savoir la démocratie libérale, le respect du droit international. Nous vivons un bouleversement des rapports de force internationaux avec le retour des impérialismes, des nationalismes, la déstabilisation des Etats démocratiques, la multiplication des coups d'Etat, la généralisation de la désinformation, la montée du populisme.

Nous avons, comme parlementaires, chacun dans nos pays, à défendre nos valeurs, promouvoir la paix, le multilatéralisme, œuvrer pour construire une Europe plus large et plus sûre.

A cet égard, l'élargissement de l'Union européenne doit être apprécié comme un outil géostratégique pour notre propre sécurité et celle des pays qui souhaitent nous rejoindre. C'est un investissement pour la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité. C'est la conclusion à laquelle est arrivé le Conseil européen de Grenade le 6 octobre 2023.

Il faut maintenant en tracer le chemin, celui du respect de l'Etat de droit, de l'intégration progressive et veiller à ne pas décevoir des millions de citoyens de ces pays.

Je suis convaincu que c'est le message que notre assemblée de ce jour adressera à nos gouvernements respectifs et au monde entier, un message d'universalité et de respect des droits humains.